

L'Arche de Noé



Noyan Tapan

Hebdomadaire L'ESSENTIEL Depuis le 4 Mai 1993

#23 (777)

15 Juin
2009



Prix: 1000 drams

Le financement a été rejeté



La Corporation Millennium Challenge a rejeté d'accorder de l'argent à cause de la déviation de la démocratie

Millennium Challenge arrête le financement de la construction routière en Arménie

Lors de la séance du 10 juin du Conseil d'administration de la corporation "Millennium Challenge", présidée par la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, une décision a été prise de laisser en vigueur l'arrêt du financement du projet d'Arménie et de ne pas recommencer le financement de la construction des routes et du projet de reconstruction, rapporte le site Internet officiel de l'Ambassade des Etats-Unis en Arménie.

Selon la même source, l'arrêt du financement est conditionné par les actions du gouvernement arménien qui ne résultent pas des principes de la CMC de la contribution à la gestion démocratique.

"La CMC exprime son regret qu'il ne peut pas continuer le financement de la construction routière en Arménie. Cependant, le gouvernement arménien en est responsable car les actions du dernier n'ont pas été conformes aux critères d'éligibilité du projet de la CMC", a indiqué Rodney Bent, Directeur Général Adjoint de la CMC.

Les procès sur " les désordres de masse " touchent à leur fin

Par Sona Machourian

Les procès judiciaires de 5 affaires (les parties de " l'affaire des sept " unie d'autrefois) en matière de l'organisation des désordres de masse à Erévan les 1er et 2 mars 2008 touchent à leur fin. L'étape des débats judiciaires a déjà commencé par l'affaire de quatre.

Par l'une des affaires où Alexander Arzoumanian, ancien ministre des Affaires étrangères d'Arménie, et Souren Sirounian sont accusés, le représentant du ministère public a considéré comme prouvé et bien fondé l'accusation d'organiser des désordres de masse les 1er et 2 mars 2008 portée aux inculpés (1er alinéa de l'article 225 du Code pénal). Avec cela, selon le représentant du ministère public, un groupe d'activistes du mouvement, y compris ces inculpés, ont commis des actions visant à la déstabilisation de la situation interpolitique et à l'organisation des désordres de masse dans le pays, ont enrôlé des gens et les ont préparé aux actes de violence de masse.

Il était intéressant la confirma-

tion dans le réquisitoire : " Des tentes ont été plantées sur la place Azatoutiun afin de garder des armes et des munitions illégales". Il est à noter que le corps d'instruction préalable n'a pas pu en effet de préciser l'appartenance des armes et des munitions, il a été impossible d'identifier les empreintes digitales. Selon le renvoi à l'accusation, le corps d'instruction préalable essaye de nier la confirmation diffusée à maintes reprises par l'opposition que les forces de la police ont battu le matin du 1er mars les manifestant dormants. Selon le représentant du ministère public, " les organisateurs des désordres de masse ont réveillés les personnes qui s'y étaient toujours trouvées et avaient fait appel à résister aux forces de la police arrivées à la place", ensuite ils ont dirigé les gens au territoire voisin des ambassades de France, d'Italie et de Russie. 10 personnes sont mortes à la suite des désordres de masse, 187 employés de la police et 32 personnes civiles ont reçu des degrés divers de lésions.

En tant qu'argumentations, en particulier, les accusateurs Koryun Piloñan et Aram Amirzadian ont

faits des renvois des dépositions des témoins, ont rendu public les sténographies des écoutes d'Alexander Arzoumanian avec Souren Sirounian, Nikol Pachinian et le premier président arménien Lévon Ter-Petrossian. Il est à rappeler qu'une partie des témoins avaient renoncé à leurs dépositions préliminaires lors de l'audience, insistant qu'elles ont été extorquées dans les conditions de contrainte des juges d'instruction. Le procureur insistait sur ce que les dispositions préliminaires, qui contenaient des clauses argumentant l'accusation, devraient être considérées comme authentiques par la cour.

Le représentant du ministère public a intercéde de condamner les inculpés à un emprisonnement de 6 ou 5 ans respectivement, faisant appel à la cour de prendre en compte " le caractère du crime, le degré élevé de la dangerosité publique", ainsi que les circonstances caractérisant la personne, atténuant et compliquant le fait ", tout en rendant le verdict.

Par les affaires des députés de l'Assemblée nationale Myasnik *suite à la page 2*

Lévon Ter-Petrossian : "L'Occident est l'ami des brigands et des falsificateurs électoraux"

Par Narée Grigorian

Selon le premier président arménien Lévon Ter-Petrossian, tout en se rapportant aux pays "du tiers monde" l'Occident prête atten-



tion à leurs autorités, et les notions "démocratie", "liberté", "peuple" sont secondaires pour l'Occident. Comme l'a indiqué le leader du Congrès National Arménien (CNA) lors du rassemblement de masse du 12 juin, les structures occidentales considèrent l'Arménie comme pays "du tiers monde", et ils établissent leurs relations avec

elle de leurs propres intérêts géopolitiques.

"L'Occident est l'ami des brigands et des falsifications électorales", a déclaré L. Ter-Petrossian, ajoutant que pour le prouver il suffit de rappeler l'indifférence de l'Occident envers les fraudes et les crimes enregistrés en Arménie.

"Nous sommes parfois accusés de ne pas dire un mot piquant à l'adresse de la Russie", a dit le leader de l'opposition. Selon lui, la Russie n'a jamais déclaré que l'Arménie mérite d'avoir un président pareil à Serge Sargssian, ou bien que la Russie contribuera à l'établissement de la démocratie en Arménie. Et, en général, la parole et l'affaire de la Russie dans la circonstance d'Arménie ne se distinguent pas. Tout en revenant à l'Occident, L. Ter-Petrossian a fait appel à ses partisans de traiter les structures européennes avec humour et a promis de ne jamais évoquer "le thème peu intéressant

Araz Azimov : " L'Azerbaïdjan a accédé aux propositions du Groupe de Minsk "

Le problème du Haut-Karabagh pourra être résolu, si un changement général est fait en Arménie suite à l'appréciation stratégique de ses propres positions. Comme le rapport " Interfax ", ce fut déclaré par Araz Azimov, vice-ministre des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan.

" Nous voudrions que l'Arménie réfléchissait bien et était prête à entreprendre des démarches nécessaires, sortant de

ses intérêts et de ceux du développement de la région ", a dit A. Azimov.

Il a indiqué que le côté azerbaïdjanais accédait aux propositions des coprésidents du groupe de Minsk, cependant, il y avait des éléments qui devaient s'entrecroiser.

" En même temps, nous ne voyons pour le moment un compromis souhaitable et sa bonne volonté par l'Arménie. Il est pos-

sible que cela arrive pour la raison que l'administration a été changée l'année passée en Arménie, cependant, nous devons agir tenant en compte les conditions créées, et actuellement, après la rencontre de Saint-Petersbourg, l'efficacité des démarches ultérieures, selon moi, dépend, tout d'abord, du développement de la position d'Arménie ", a dit le diplomate azerbaïdjanais.

Le Conseil public propose d'étendre l'amnistie sur les détenus du 1er mars

Par Narée Grigorian

Le Conseil public d'Arménie (CP) a pris une décision à la séance du 9 juin de s'adresser au président arménien Serge Sargssian avec la proposition d'accorder une amnistie, a annoncé Hovhannes Hovhannissian, président de la Commission aux questions de l'établissement de la société civile du CP, lors de la conférence de presse du 10 juin. Selon lui, une discussion impétueuse sur la question d'amnistie s'est tenue, en particulier, des approches extrêmes ont raisonné sur l'extension de l'amnistie sur les détenus par les affaires des événements du 1er mars 2008. H. Hovhannissian a dit que certains membres du Conseil

s'étaient exprimés contre l'octroi de l'amnistie aux participants de désordres de masse, cependant cer-



Hovhannes Hovhannissian

tains étaient explicitement pour. Par conséquent, selon H. Hovhannissian, afin de semer de la

solidarité et de la tolérance auprès de la société, il a été décidé de proposer au président d'inclure également les détenus par les affaires du 1er mars sur la liste des amnistiés.

Le CP proposera de ne pas amnistier les personnes qui n'ont pas purgé par l'amnistie leur peine dans le temps, mais ont commis de nouveau un crime à l'avenir. En plus, selon H. Hovhannissian, aucune amnistie ne devrait être accordée aux personnes condamnées pour de graves crimes et la fraude électorale.

Quant à l'amnistie, donc, selon le représentant du CP, il peut être exprimé par trois formes : libération du prisonnier, réduction du terme de punition, changement du genre de punition.

Stépan Safarian critique l'élimination du groupe de l'établissement des faits

Par Rita Karapétian

La création d'un groupe de l'établissement des faits était " le bluff " régulier des autorités qui avait pour but de gagner du temps et d'esbroufer sa propre société et celle internationale, a déclaré Stépan Safarian, membre de la fraction "Héritage" ("Jarangoutiun") à l'Assemblée nationale d'Arménie le 9 juin.

Selon lui, en dissolvant le groupe, le président arménien a assumé la responsabilité de faire avorter les travaux du groupe. " Par cette démarche, le président a prouvé qu'il n'avait pas pris intérêt à révéler les circonstances de l'assassinat de dix victimes et à diriger des poursuites contre les coupables des événements des 1er et 2 mars ", a déclaré S. Safarian. Le député a

rappelé qu'il y avait des semaines que le groupe avait soumis à la Commission ad hoc de l'AN chargée de l'étude des événements des 1er et 2 mars le rapport spécial sur les circonstances de la mort de



l'officier Hamlet Tadévossian. Après cela " ils ont forcé le groupe de prendre un congé ". Et cela en cas où les rapports sur les circonstances de la mort des autres assassinats se trouvaient à l'étape de

centralisation.

S. Safarian trouve incompréhensible le fait que le chef du groupe qui avait présenté le premier sa démission, avait soumis un rapport à la Commission ad hoc sur l'activité du groupe. Selon lui, les membres du groupe n'avaient pas été renseignés sur cela et ils s'en avaient été informés de la presse.

Lors de son entretien avec le correspondant de Noyan Tapan, le député a indiqué que dans la circonstance de la suspension de l'activité du groupe ces anciens membres pourraient rendre public à leur gré le rapport final presque touché à sa fin. Cependant, selon lui, l'"Héritage", et le Congrès national Arménien doivent arriver à un accord sur cette question, bien plus que la grande partie des faits a été accordé par le Congrès.

Serge Sargssian : " L'Arménie fait cas de l'approfondissement des relations avec les Etats-Unis "

Tout en recevant l'adjoint au secrétaire d'Etat américain Philip Gordon arrivé en Arménie pour une visite de travail le 9 juin, le président arménien Serge Sargssian a indiqué que l'Arménie attachait une grande importance à l'approfondissement des relations avec les Etats-Unis et hautement appréciait les efforts du gouvernement américain faits dans la direction du développement de l'économie du pays, du renforcement de la démocratie et de l'assurance de la stabilité dans la région.

F. Gordon a informé que c'était déjà la deuxième semaine qu'il avait assumé ce poste, et son premier voyage en étranger il commençait d'Arménie. Il a dit que le côté américain faisait cas de l'extension de la coopération avec

l'Arménie, ainsi qu'il suivait avec une grande attention les développements régionaux.

S. Sargssian et F. Gordon ont



évoqué le processus de la normalisation des relations arméno-turques. Tout en indiquant que c'est une possibilité historique, et que la normalisation des relations arméno-turques résulte des intérêts

d'Arménie, de la Turquie, ainsi que régionaux, l'adjoint au secrétaire d'Etat américain a réaffirmé l'assistance inconditionnée des Etats-Unis aux démarches dans cette direction.

Selon le communiqué du Service de presse du président de la RA, les côtés ont également échangé des idées sur le règlement du problème du Haut Karabagh. S. Sargssian a présenté l'histoire du problème et la position d'Erévan officiel. Il a souligné que l'Arménie est fidèle au règlement pacifique du conflit et est prête à continuer les négociations basées sur les principes de Madrid.

Lors de la rencontre ils ont également évoqué les questions liées au projet " Défis du millénaire".

La visite de l'ambassadrice d'Inde au ministère de la Diaspora

A l'occasion de l'achèvement de sa mission diplomatique en Arménie, l'ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire d'Inde en Arménie Reena Pandey a visité le ministère de la Diaspora arménien. Noyan Tapan fut informé par le Service de presse et des relations publiques du ministère de la Diaspora.

Lors de la conversation chaleureuse avec la ministre Hranouch Hakobian, Reena Pandey a souligné l'importance des programmes lancés par le ministère de la Diaspora pour le développement normal des relations des Arméniens dispersés dans le monde entier et de leur Patrie, d'Arménie. Elle a indiqué qu'un

ministère pareil fonctionnait également en Inde et qu'une coopération entre les deux ministères devait être lancée.

Tout en remerciant l'ambassadrice pour son intérêt envers les problèmes de développement de la coopération Arménie - Diaspora, H. Hakobian a brièvement présenté les résultats positifs des programmes lancés et déjà mis en œuvre par le ministère de la Diaspora, en particulier, la réalisation de l'idée de la tenue des conférences pan-arméniennes dans la Patrie, qui a déjà reçu son évaluation décente, tout d'abord du point de vue de la coopération mutuellement avantageuse Arménie - Diaspora.

Les procès sur " les désordres de masse " ...

Début à la page 1

Malkhasian et Hakob Hakobian (accusés par le 1er alinéa du 225 article du Code pénal, Malkhasian également accusé par l'alinéa 2 de l'article 38-316 "Assistance à l'usage de violence dangereuse pour la vie ou la santé du représentant des autorités"), le représentant du ministère public a intercéde de les condamner à 6 ans d'emprisonnement.

Par l'affaire d'un autre député de l'AN Sasoun Mikaélian (autre le

1er alinéa de l'article 225, il est également accusé des alinéas 1er et 2 de l'article 235, garde d'armes et de munitions illégales), le représentant du ministère public a demandé de le condamner à 9 ans d'emprisonnement.

Par l'affaire de l'ancien maire d'Abovian Grigor Voskertchian (il est accusé également de l'organisation des désordres de masse) l'étude des preuves continue encore. L'affaire de Chant Haroutiunian par la même accusation a cessé.

Le député français contribuera à la reconnaissance de la RHK

Le 8 juin, les députés de l'Assemblée nationale de la République du Haut-Karabagh ont eu une rencontre avec François Rochebloine, député du parlement français, Président du groupe d'Amitié France-Arménie. Des représentants du MAE de la RA ont également participé à la rencontre.

Tout en saluant les députés, le président de l'AN du HK Ashot Goulian a indiqué que F. Rochebloine, avait été toujours parmi les amis d'Artsakh et avait soutenu la lutte du peuple du Karabagh pour la liberté et l'indépendance.

A son tour, le député français qui visitait déjà pour la troisième

fois le HK, a indiqué qu'il était agréablement étonné des changements qui avaient eu lieu au Karabagh. Selon lui, ces changements prouvent évidemment le développement énorme qui a eu lieu dans divers domaines pendant les derniers temps.

F. Rochebloine a souligné qu'il ne fallait pas révoquer en doute le droit à l'autodétermination du peuple du HK et a exprimé sa bonne volonté de contribuer à la reconnaissance internationale de la RHK. En même temps il a considéré nécessaire d'accorder une information juste sur le Haut-Karabagh à la société internationale.

Lévon Ter-Petrossian : "L'Occident est l'ami..."

Début à la page 1

et ennuyeux" de l'Occident.

Ter-Petrossian a déclaré que le CNA est prêt à coopérer avec toutes forces d'opposition. Selon lui, la lutte en commun contre le régime est important pour le CNA. Il a fait appel à toutes les organisations qui se sont proclamées opposantes de coopérer avec le CNA dans un nombre de questions, et a proposé 12 questions. En particulier, selon lui, il faut coopérer dans la direction de l'avortement du processus de la création de la commission arméno-turques des historiens et de l'empêchement de la prise de décisions antiarméniennes dans la question du Haut-Karabagh. En tant que sujet de la coopération des partis d'opposition, L. Ter-Petrossian a également indiqué les directions de la libération des prisonniers politiques, de

la révélation des événements du 1er mars, de la punition des coupables, du rétablissement du groupe de l'établissement des faits ou de la création de la commission d'experts internationale chargée de l'étude des événements du 1er mars. Parmi ses propositions étaient les suivants: pour que les opposants exigent de transformer le système électoral de sorte que les élections soient tenues par la police ou le ministère de la Justice, et non pas par les commissions formées par le principe de parti, et pour que les doigts des citoyens soient encrés. Finalement, il a proposé pour que les opposants mènent une lutte pour la tenue des élections parlementaires et présidentielles extraordinaires.

Ter-Petrossian a déclaré que le Congrès National Arménien proposait de tenir le suivant rassemblement en septembre.

La BCA a réduit le taux de refinancement de 0,25 % et l'a fixé à 6 %

Lors de la séance du 9 juin dernier le Conseil de la Banque centrale d'Arménie (BCA) a pris une décision de réduire le taux de refinancement de 0,25 %, le fixant à 6 %.

Selon le Service des relations publiques de la BCA, une inflation de 1,6 % a été enregistrée en

mai par rapport à l'avril dernier, où l'inflation de 12 mois a fait 3,4 %.

Le Conseil de la BCA a déclaré que les développements actuels de l'inflation correspondaient aux directions prédéterminées pour la période prévue.

Le Conseil de la BCA trouve

que dans les conditions des développements susdits, il est rationnel de continuer la politique de la réduction des taux d'intérêt et d'activation de l'extension de volume afin de contribuer à l'octroi de crédit et à l'accélération du relèvement de l'économie.

La BCA renie les rumeurs sur le transfert d'argent au Parti des ouvriers du Kurdistan par les banques arméniennes

Par Samvel Sargssian

Les rumeurs diffusées par les ressources turques sur le transfert d'argent au Parti des Ouvriers du Kurdistan (POK) par les banques arméniennes sont inventées et ne correspondent pas à la réalité.

En répondant à la question du correspondant de Noyan Tapan, le Service aux relations publiques de la Banque centrale d'Arménie (BCA) a dit : " Un système efficace de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme est introduit en Arménie. La République

d'Arménie a rejoint ou coopère étroitement avec les organisations internationales principales incluses dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi qu'avec tous les corps d'instruction financier étrangers. Jusqu'à maintenant, aucun communiqué ou rapport sur les faits indiqués n'a pas été reçu jusqu'ici de ces organisations, de plus, de tels faits n'ont jamais été enregistrés à la suite de nos propres analyses "

Il est à rappeler que citant les données de l'organisation d'instruction nationale de la Turquie,

le journal " Star " a rapporté que prétendument un milliard d'euros est transféré annuellement par les banques arméniennes et chypriotes au Parti des Ouvriers du Kurdistan en Iraq du Nord.

Selon l'instruction turque, l'Union des hommes d'affaires et des employeurs kurdes dont le centre est situé en Allemagne, envoie annuellement au POK un milliard d'euros environ, collectés de 279 membres - organisations en Europe. Selon MIT, ses transferts sont réalisés par les banques arméniennes et chypriotes.

Andranik Tévanian : Une répartition du bien est réalisée sous le nom de la lutte contre l'économie parallèle en Arménie

Par Narée Grigorian

Le projet de loi, selon lequel la présence permanente de l'inspecteur des impôts dans les grandes entreprises est prévue est anticonstitutionnelle et contredit les valeurs libérales, a déclaré Vardan Bostandjian, membre de la fraction " Bargavatch Hayastan " de l'Assemblée nationale de la RA, lors de la conférence de presse du 9 juin. Il a déclaré que leur fraction ne participerait peut être pas au vote de ce projet de loi.

Selon V. Bostandjian, chaque personne a le droit de se sentir tranquille, et si quelqu'un, bien plus le collaborateur du service d'impôt, surveille toujours la personne, en

fin de compte elle commettra des



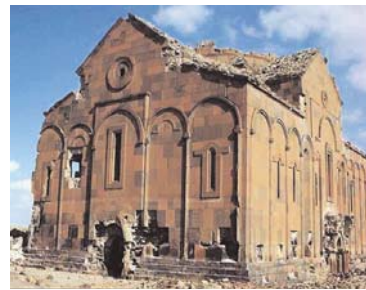
Andranik Tévanian

fautes. Le député a indiqué que selon ce projet de loi, l'inspecteur

des impôts a plus de droits que le propriétaire de l'entreprise donnée ou de l'administration exécutive.

Selon Andranik Tévanian, économiste, chef du centre de recherches " Politéconome ", il y avait deux ans qu'il avait prévu qu'un système économique unilatéral se créerait en Arménie. La première pierre de ce système a été posée au temps où les autorités ont proclamé le budget d'Etat comme fin en soi, et ont commencé de faire une répartition du bien sous le nom de la lutte contre l'économie parallèle. Selon lui, depuis 1988 une reculade a eu lieu en Arménie de la démocratie adoptée lors du mouvement de Karabagh vers le système totalitaire.

"Ani-Tour"



L'Agence de Voyage organise des tours de 7 à 9 jours en Arménie historique

Pour information, contactez (091) 203-206 ou (094) 203-206, écrivez-nous par info@anitour.org ou bien visitez-nous à Erévan, rue Isahakian 28, chambre No 20

Ne manquez pas cette opportunité exclusive et réalisez vos rêves.

Aucun Français n'est seul à l'étranger



Inscrivez-vous à l'Union des Français d'ARMÉNIE!
Votez pour nos sénateurs!
Nombreux avantages-conseils, assurances maladie!

BP 7 - EREVAN 0010
Email: contact@ufe-am.com
Tél: 091 512606 - 093 630621
www.ufe-am.com

A YEREVAN-CENTRE

APPARTEMENTS-RESIDENCE YEZEQUELIAN

Prix à la semaine - 250 Euros

DANS LE PARC DE L'HOTEL CONGRESS
YEREVAN: 3749-3-672452 et 3749-1-739191
e-mail: yezeguelian@aol.com
Fax: 010-542-518

BUREAU A PARIS
34 A. Champs-Élysées
Tél: 01-43-59-65-19



Vartan Oskanian: Il n'y a pas d'alternatif aux élections libres et équitables

Civitas a tenu la discussion "Le droit d'élire"

Par George Tchakhalian

Mardi, le 9 juin, le fonds "Civitas" a tenu sa discussion régulière sur le thème "Le droit d'élire" qui avait eu lieu, comme d'habitude, à l'hôtel Golden Tulip.

Cette fois-ci il y avait deux orateurs - le Fondateur du fonds "Civitas", ancien ministre des Affaires étrangères de la RA (1998-2008) Vartan Oskanian et l'Ombudsman arménien Armen Haroutiunian.

Conçu comme discussion du système électoral, des élections en Arménie en général, l'événement a abouti très vite à la discussion des élections concrètes des adjoints au maire d'Erevan, qui se sont récemment tenues, le 31 mai. (C'était tout à fait prévu car ces élections ont montré, et aux autorités de la RA non pas au dernier lieu, qu'il fallait

prendre des mesures extraordinaires afin d'éviter les ébranlements sociaux).

Ainsi, Vartan Oskanian :

"Je ne veux pas qu'on discute aujourd'hui ce qu'a eu lieu aux dernières élections car je trouve que dans la question donnée on a une approche commune qu'il n'y a pas eu d'élections normales. Entre autre, je veux indiquer, qu'à l'exception de 1991 (l'année des présidentielles de la RA - NT) chez nous en Arménie sans faute il n'y avait pas eu en effet d'élections équitables. Il en témoigne les rapports des observateurs internationaux et les évaluations de nos observateurs.

... S'il n'y a pas d'élections libres, donc on ne pourra jamais créer des contreponds constitutionnels nécessaires dans notre société et le système politique. Si ces con-

treponds manquent, on ne pourra pas avoir des cours équitables, de la presse libre.

... Si on n'a pas d'élections libres et équitables, cela signifie qu'on n'a pas de démocratie.

C'est-à-dire ce qu'on ne fera pas à la période interélectorale, ce sera une démocratie artificielle, fausse, et cette démocratie fausse, à mon avis, est beaucoup plus dangereuse, que l'absence complète de la démocratie car elle engendre parmi les gens des espoirs injustifiés. Et quand ces espoirs ne deviennent pas en effet réalité, les gens ont encore plus de déception.

... L'institut des élections libres et justes sous-entend les efforts des autorités et de l'opposition, au plan des responsabilités et des obligations.

Avant tout, l'opposition ne doit pas considérer les élections comme

seulement moyen de délivrance des autorités.

C'est-à-dire, l'opposition doit renoncer à la rhétorique devenue traditionnelle - "les condamner" ("les anciens"), "emprisonner", "prendre le butin" car cette rhétorique rend beaucoup plus difficile les élections libres et équitables. L'opposition doit considérer les élections comme moyen pour la création, avec sa participation, du contreponds dans notre société et le système politique.

Mais pour que cela se passe les autorités aussi doivent déjà concevoir qu'elles doivent considérer les élections honnêtes non pas comme une menace à leur vie, ou propriété.

C'est-à-dire, les autorités doivent "supporter" les élections libres, honnêtes comme moyen pour la création de justes contre-

ponds. Il n'existe pas simplement d'autre voie pour que l'État s'établisse, et le peuple prospère".

Selon Oskanian, les élections doivent être une fête, une source d'énergie.

" Mais chez nous après les élections est un deuil. Et c'est déjà devenu une tradition et cela en effet provoque de la préoccupation "

L'Ombudsman Armen Haroutiunian : "Malheureusement, pendant les derniers 16 ou 17 ans le système politique arménien s'est fixé une tâche de préférence pour la création d'une société matérialiste, car il est plus facile de le diriger. Et aujourd'hui nous avons ce que nous avons : la grande partie des électeurs est prête à prendre 5 ou 10 mille drams et voter ... Mais notre citoyen n'en est pas coupable, mais le système politique.

suite à la page 4

Un haut fonctionnaire de l'administration d'Obama refuse de reconnaître le génocide



De Harut Sassounian
Publié par The California Courier
Éditorial de Sassounian du 11 juin 2009

Le Président Obama continue de décevoir la communauté arméno-américaine. Après avoir brisé deux promesses d'affilée sur des sujets arméniens clés -- non reconnaissance du génocide et proposition de réduction de l'aide américaine à l'Arménie -- il a nommé Philip Gordon Secrétaire d'État adjoint pour les Affaires européennes et eurasiennes.

Le Dr. Gordon, un ancien directeur de la Brookings Institution -- un groupe de réflexion partiellement financé par des sources turques -- est l'auteur de plusieurs articles et livres pro turcs. Il s'est opposé au Congrès à la résolution sur la reconnaissance du génocide arménien et il critique les leaders chypriotes grecs plutôt que les forces d'occupations turques. Gordon a servi sous l'Administration Clinton en tant que Directeur des Affaires européennes au Conseil National de Sécurité. Lors de la dernière campagne présidentielle, il était le chef de l'équipe européenne parmi

le groupe des conseillers d'Obama en matière de politique étrangère.

Lors de la séance de confirmation de sa nomination par le Comité des Relations étrangères du Sénat, à la fin du mois de mars, Gordon a été cuisiné par le sénateur Robert Menendez (D-N.J.) sur ses opinions concernant les questions arméniennes et chypriotes. Plusieurs sénateurs ont fait remarquer que ses réponses contredisaient les promesses de campagne faites par le Président Obama. Les sénateurs étaient loin de se douter que quelques semaines plus tard le Président lui-même ne tiendrait pas sa parole sur ces questions ! Le sénateur Menendez a soumis plus de deux douzaines de questions auxquelles le nommé devait répondre par écrit après l'audience.

Le sénateur John Ensign (R-Nevada) a adressé une lettre virulente à Gordon le 7 avril, dans laquelle il exprimait sa consternation de voir que le nommé, lors de l'audience, avait utilisé le mot "tragédie" pour en référer au génocide arménien. Le sénateur Ensign a exigé de savoir si la position de Gordon sur le génocide arménien était cohérente avec celle du Président Obama, du Vice Président Biden, et de la Secrétaire d'État Clinton, car tous, en tant que sénateurs et candidats présidentiels avaient clairement reconnu le

génocide arménien. De plus, se référant à la fin de carrière prématurée de l'Ambassadeur américain en Arménie, John Evans, pour avoir utilisé le terme de génocide arménien, le sénateur Ensign a demandé si Gordon "découragerait les ambassadeurs ou le personnel du Foreign Service d'utiliser le terme 'génocide arménien'."

Le sénateur Ensign, insatisfait des réponses de Gordon, a surpris tout le monde en mettant sa nomination en attente, bloquant ainsi temporairement l'approbation entière du Sénat. Cependant, de façon tout aussi surprenante, le sénateur l'a ensuite annulée, ouvrant la voie à la nomination de Gordon par le Sénat.

Entre temps, Gordon avait répondu par écrit aux 28 questions que lui avait envoyées le sénateur Menendez, bien que ses réponses aient été évasives et insensibles. Sans tenir compte de la nature de la question, il a obtusément répété la même réponse encore et toujours, utilisant pratiquement chaque mot du dictionnaire, sauf "génocide arménien", pour décrire les massacres des Arméniens.

Une seule des réponses de Gordon a été particulièrement révélatrice, puisque il a fait porter la responsabilité du génocide arménien sur les "officiels et les soldats de l'Empire ottoman",

reconnaissant ainsi par mégarde que c'était un génocide soutenu par l'État. Voici le texte mot pour mot de cet échange précis :

Sénateur Menendez : "Qui est responsable de la mort de plus de 1.5 million d'Arméniens pendant la Première Guerre mondiale ?"

Philip Gordon : "Cette administration, comme les précédentes, ne nie pas le fait que -- 1.5 million d'Arméniens sont morts de faim, furent assassinés ou furent déportés par les responsables civils et militaires de l'Empire ottoman, dont certains ont été condamnés à mort pour ces crimes commis. Les États-Unis déplorent ce terrible chapitre de l'histoire et reconnaissent qu'il reste une source de douleur pour le peuple d'Arménie, les descendants arméniens, et pour tous ceux qui croient à la dignité et à la valeur de chaque vie humaine."

Gordon a aussi révélé au Comité des Relations étrangères du Sénat que Brookings avait reçu un total de 700 000 dollars de sources turques en 2006-2008 :

-- \$200,000 de l'Association des Hommes d'affaires et des Industriels turcs);

-- \$190,000 de l'Université Sabanci;

-- \$150,000 du Groupe Eksiogullari (entreprise de construction);

-- \$100,000 de Dogan Yayin

Holding Company (conglomérat média-loisir);

-- \$30,000 de Nurool Construction and Trading Company;

-- \$30,000 de Hedef-Alliance Holding (compagnie pharmaceutique).

Un grand nombre de responsables pro turcs, tels que Philip Gordon, sont dans le gouvernement américain. Certains de ces turcophiles sont des restes de l'époque de la Guerre froide. D'autres, motivés par le gain personnel, sont au gouvernement pendant une période donnée, puis ils vont travailler dans des groupes de réflexion à Washington, certains étant en partie financés par des sources turques, ou bien ils finissent comme lobbyistes pour la Turquie.

Les Arméniens américains continueront à faire face à une grande résistance, vis-à-vis de leurs tentatives de lobbying, des éléments pro turcs à Washington -- quel que soit le parti au pouvoir et le Président -- à moins qu'ils n'étendent leur influence politique au-delà du Congrès dans la branche Exécutive, les groupes de réflexion et les médias.

©Traduction C. Gardon pour le Collectif VAN - 10 juin 2009 - 07:05 - www.collectifvan.org

Vartan Oskanian: Il n'y a pas d'alternatif aux élections libres et équitables

Civitas a tenu la discussion "Le droit d'élire"

Début à la page 3

... Si pendant le vote gagne toujours le pouvoir, l'opposition perd toujours, cela nous éloigne simplement de la régularité naturelle qui nous enchaîne, dans la perspective à long terme, sur le glissement graduel, jusqu'à la destruction ...

...La partie de la société disposée oppositionnelle, malheureusement, n'a pas vu dans l'opposition cette alternative aux autorités qui auraient voulu voir, c'est-à-dire, de ce point de vue l'opposition a perdu son électorat disposé oppositionnel, ... qui, selon moi, fait de près de la moitié des voix à Erevan, et la grande partie de ces gens n'est pas allée aux élections.

... Ces élections ont montré que nous sommes restés tels que nous étions. Et de ce point de vue il y a une chose dangereuse, la société devient indifférente. Et c'est plus dangereux, que d'être d'opposition.

Les historiens marquent qu'une des principales raisons de la chute du Byzance était notamment l'indifférence de la société envers son État".

La première question clef de V.Oskanian à l'Ombudsman : "Armen, il y a déjà longtemps qu'on se trouve dans un cercle fermé : tant qu'on n'aura pas d'élections normales, on ne pourra pas créer une société civile normale; mais d'autre part, tant qu'on n'aura

pas de ces attributs : des cours indépendantes, une presse libre etc., on ne pourra jamais organiser des élections honnêtes. À ton avis qu'est primaire ici, comment enfin rompre ce cercle vicieux ?"

La réponse : "... Une chose est tout à fait évidente : les libertés civiles sont plus importantes que

La deuxième question clef de Vartana Oskanian à l'Ombudsman : "Armen, qui est coupable, finalement, dans la situation créée ?!"

Réponse : "Dans la situation créée tous sont également coupables. Une autre affaire, de qui dépend de plus. Certes, des autorités car leur ressource est plus

tiques doivent à notre société. Et si aujourd'hui il est devenu de sorte que le Parti Républicain d'Arménie assume une grande responsabilité comme il présente le poivoir, donc avant cela une autre force régnait".

Parmi les participants de la discussion étaient également des personnes dont les noms étaient sur les bulletins de vote des élections des adjoints au maire, par exemple, le président du Parti National d'Arménie, le propriétaire de la chaîne de télévision "ALM" Tigran Karapétian dont l'apparition dans tout lieu provoque de l'animation. Cependant, pour cette fois les présents ont attentivement écouté M. Karapétian. Il a dit : "Non! Ce ne sont pas tous coupable au point égal. Le pouvoir en est le coupable qui a créé de telles conditions où l'argent est devenu le facteur clef aux élections".

Selon le membre du Congrès National Arménien, le directeur de l'O.N.G. "Chambre de Commerce de l'Union Européenne en Arménie", Hovhannes Igitian, la seule force apte à "arrêter la machine des falsifications aux élections" est l'opinion publique.

"Ce que "les chefs criminels" locaux participaient activement à l'arrangement des élections s'exprime non seulement par l'argent; mais aussi par leur désir d'avoir au pouvoir "leur" personne ("le frère") pareille à eux-mêmes, etc., ils ont lutté pour ce type, ce genre. Et aujourd'hui ce genre de personnes trouve qu'ils peuvent sortir de "la clandestinité".

Aghassi Archakian, expert, ancien député du parlement arménien, a déclaré qu'il avait en détail étudié la statistique de vote, et a révélé que les élections des

adjoints au maire d'Erevan "étaient sans précédent au plan des falsifications".

"J'estime les élections à Erevan comme banditisme électoral et le plus grand crime à l'échelle d'État qui fait tout à fait absurde la participation aux élections quelconques", a dit M. Archakian.

Rouben Hakobian, ancien député du parlement et ancien membre du parti "Dachnaksoutiun", à présent, politologue:

"Saviez-vous, les autorités arméniennes sont beaucoup plus sincères envers la société que nous. Le pouvoir déclare ouvertement: "je n'admettrai pas le changement de pouvoir par la voie des élections".

Selon lui, les autorités arméniennes ont indiqué nettement que l'on pouvait seulement prendre le pouvoir par la force. "Il ne s'agit pas de la révolution, cependant les pouvoirs ne nous laissent pas un autre choix. Il ne faut pas "avalier l'appât" des autorités, quand ils nous disent : tu dois lutter avec nous par la voie constitutionnelle, au moment où elle-même, elle utilise des méthodes anticonstitutionnelles".

Oskanian a noté : "Je suis contre toutes méthodes révolutionnaires, pourtant il est évident qu'un signal public quelconque doit être, par exemple, un mouvement, autour de qui s'unit toute chose car ici on a des intérêts communs ...

En effet, il est impossible de continuer de cette manière. C'est déjà la huitième fois que cela se répète. Au bout du compte, la patience des gens n'est pas en effet infinie ..."



Vartan Oskanian (à gauche) et Armen Haroutiunian lors de la discussion

les problèmes socio-économiques. Les problèmes socio-économiques seront décidés par la société civile elle-même ... Il est temps que les forces politiques comprennent qu'ils font la partie du système commun et les forces d'opposition ont le même rôle que pro-autoritaires, d'être l'intermédiaire entre la société et l'État".

grande. Mais du point de vue de l'utilisation des ressources, chez les uns il est beaucoup, chez les autres - moins, tous, dans une mesure égale, sont responsables pour ce qui se passe.

Ici il n'est pas important quelle ressource as-tu, le principal est quelle culture politique règne parmi la société. Et nos forces poli-